



A St Denis, le Dimanche 5 Septembre 2021.

Gratuité des transports ferroviaire : La police remplace les cheminot-e-s !?

Le gouvernement vient d'annoncer la gratuité totale des lignes SNCF pour les personnels « armés » de la police, avec l'accord de la direction SNCF. La fédération SUD-Rail et les cheminot-e-s dénoncent cette mesure clientéliste qui va amener des policiers armés hors service, seuls et hors procédures dans les trains du groupe SNCF. Cette mesure en direction des policiers sert de paravent sécuritaire à une direction SNCF qui, depuis des années, n'a fait que supprimer la présence humaine à bord des trains régionaux. Pourquoi la gratuité pour les policiers armés et non pour les personnels de santé ou ceux de l'éducation nationale ? Pourquoi la gratuité pour les policiers armés et non pour les chômeur-euse-s et les retraité-e-s. Pour la fédération SUD-Rail, il s'agit bien d'une mesure populiste, potentiellement dangereuse et d'une nouvelle provocation adressée aux cheminot-e-s dont le ministre de tutelle annonce vouloir « réexaminer » la gratuité des transports !

Des policiers pour remplacer les contrôleurs !

Dans la quasi-totalité des régions, la direction SNCF fait circuler les trains régionaux sans contrôleurs et sans aucune présence à bord. Depuis des années, la fédération SUD-Rail s'oppose à cette déshumanisation des trains qui exacerbe le sentiment d'insécurité et laisse les usagers désemparés face aux aléas du transport. Ce n'est pas la présence éventuelle de policiers armés, en dehors de leur service, et sans formation aux spécificités du ferroviaire qui permettra de garantir sécurité et service aux usagers du train. Pour la fédération SUD-Rail, c'est bien la présence de personnels SNCF formés, identifiés et systématique qui sera en mesure de garantir sérénité et service aux usagers.

La gratuité annoncée pour la police, la fin des facilités de circulation pour les cheminot-e-s ?

Hasard du calendrier, cette annonce de la gratuité pour la police coïncide avec la parution d'un rapport sur les facilités de circulation accordées aux cheminots. Ce rapport, même s'il vient démystifier le « coût » de cet acquis social totalement comparable à ce qui peut exister dans de nombreuses grandes entreprises, servirait de prétexte au ministère des transports pour remettre en cause un des derniers acquis des cheminots. Après la fin du statut, l'alignement sur le régime général des retraites, l'ouverture à la concurrence sur la base du dumping social et le démantèlement de l'entreprise publique, Djebbari et Farandou poursuivent avec acharnement l'éradication de tout ce qui a fait l'histoire des cheminot-e-s et de la SNCF. Sans doute que l'explication se situe dans la combativité des cheminot-e-s à l'encontre des politiques de casse sociale généralisées à l'œuvre depuis des années ! Dans ce contexte, la fédération SUD-Rail et les cheminot-e-s mettront tout en œuvre pour ne pas se laisser dépouiller de leurs droits !